

Protecting Civilians in Urban Warfare: Towards a political declaration to address the humanitarian harm arising from the use of explosive weapons in populated areas

Canada's Written Submission to the Consultation Process

Overall Comments

- At a time when the rules-based international order is under threat, it is more important than ever to underscore the importance of existing international humanitarian law (IHL) obligations and accelerate efforts to promote IHL compliance.
- More rigorous implementation of IHL, while it may not resolve conflicts, can reduce the most devastating impacts of armed conflict on civilians and their communities. The issue is not with the law itself, but rather gaps in compliance with the law.
- With this in mind, a political declaration on the Protection of Civilians in urban warfare should reaffirm these existing legal obligations and use precise terminology throughout that accurately reflects these obligations.
- The Protection of Civilians must remain central to the declaration. This means taking a population-centric approach with civilians at the centre, rather than a focus on banning or avoiding any particular type of weapon, or creating new standards for their use.
- To further reflect this, Canada would recommend that the title of the document be as follows: Political Declaration on Protecting Civilians in Urban Warfare.

Specific Comments

A political declaration should include at least the following key elements:

- Note the increasingly complex nature of contemporary armed conflict;
- Condemn the deliberate targeting of civilians and indiscriminate attacks in urban warfare in violation of international humanitarian law (IHL);
- Reaffirm existing legal obligations under IHL and call for greater compliance;
- Underscore the impacts of IHL violations in urban warfare on civilian populations, including civilian death, injury, disability, mental health and psychosocial issues, as well as damage or destruction of essential civilian infrastructure, and denial of or restrictions to humanitarian access;
- Provide an intersectional analysis of the impacts of IHL violations in urban warfare on civilians, including the particular challenges that vulnerable populations face in this

regard. Vulnerable populations may include, but are not limited to, women, children, LGBTI persons, persons with disabilities, etc.

- Highlight the importance of strong engagement with local communities during armed conflict in urban areas and note the importance of community-based approaches to protection, as part of broader protection efforts, to comprehensively respond to the diverse and distinct needs of vulnerable populations in urban environments.
- Emphasize the importance of dialogue with the United Nations, international, national, and local humanitarian actors, and the International Committee of the Red Cross to minimize the impacts of urban warfare on civilians and civilian objects.
- Promote the implementation of IHL by non-state parties to conflict;
- Encourage better data collection on IHL violations and sharing of best practices on IHL implementation;
- Call for safe and unhindered access to humanitarian assistance;
- Refrain from using any language that may support the creation of new norms or laws pertaining to the Protection of Civilians in urban warfare, including banning or avoiding any particular type of weapon not already prohibited by international law.

La protection des civils dans un contexte de guerre urbaine : vers une déclaration politique abordant le préjudice humanitaire qui découle de l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées

Communication écrite du Canada dans le cadre du processus de consultation

Commentaires généraux

- Au moment où l'ordre international fondé sur des règles est menacé, il est plus important que jamais de souligner l'importance des obligations en vertu du droit international humanitaire et d'accélérer les efforts visant à favoriser le respect du droit international humanitaire.
- Même si une application plus rigoureuse du droit international humanitaire ne résout pas les conflits, elle peut réduire les effets les plus dévastateurs des conflits armés sur les civils et leurs collectivités. Ce n'est pas la loi à proprement parler qui pose problème, mais plutôt des lacunes dans le respect de la loi.
- Dans cette optique, une déclaration politique sur la protection des civils dans un contexte de guerre urbaine devrait réitérer les obligations juridiques existantes et utiliser exclusivement une terminologie précise, qui reflète avec exactitude ces obligations.
- La protection des civils doit demeurer au cœur de la déclaration. Il faut adopter une approche centrée sur la population, plutôt que se concentrer sur un type d'arme en particulier à bannir ou à éviter, ou sur la création de nouvelles normes d'utilisation de ces armes.
- Pour refléter davantage cette approche, le Canada recommande que le titre du document soit comme suit : « Déclaration politique sur la protection des civils dans un contexte de guerre urbaine ».

Commentaires particuliers

Une déclaration politique devrait inclure au moins les éléments clés suivants :

- Mentionner la nature de plus en plus complexe des conflits armés contemporains.
- Condamner le fait de cibler délibérément des civils et les attaques sans discrimination dans un contexte de guerre urbaine, en violation du droit international humanitaire.
- Réitérer les obligations juridiques existantes en vertu du droit international humanitaire et demander une plus grande conformité à ces dispositions.
- Souligner les répercussions des violations du droit international humanitaire sur les populations civiles dans un contexte de guerre urbaine, y compris les civils tués, blessés

ou handicapés, les troubles psychosociaux et de santé mentale qui touchent les civils, les infrastructures civiles essentielles qui sont endommagées ou détruites, et l'accès refusé ou limité à l'aide humanitaire.

- Fournir une analyse intersectionnelle des répercussions sur les civils qu'ont les violations du droit international humanitaire en situation de guerre urbaine, y compris les défis particuliers auxquels sont confrontées les populations vulnérables à cet égard. Les populations vulnérables peuvent comprendre entre autres les femmes, les enfants, les personnes LGBTI, les personnes handicapées, etc.
- Souligner l'importance d'un dialogue soutenu avec les collectivités locales pendant un conflit armé dans des régions urbaines et parler de l'importance des approches communautaires en matière de protection, dans le cadre des grands efforts de protection, pour réagir de manière globale aux besoins divers et distincts des populations vulnérables dans les environnements urbains.
- Mettre l'accent sur l'importance du dialogue avec les Nations Unies, les acteurs internationaux, nationaux et locaux de l'aide humanitaire et le Comité international de la Croix-Rouge pour minimiser les répercussions de la guerre urbaine sur les civils et les biens de caractère civil.
- Promouvoir l'application du droit international humanitaire par les acteurs non étatiques parties au conflit.
- Encourager une meilleure collecte de données sur les violations du droit international humanitaire et communiquer les pratiques exemplaires de l'application du droit international humanitaire.
- Demander un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire.
- S'abstenir d'utiliser un langage qui pourrait appuyer la création de nouvelles normes ou lois relativement à la protection des civils dans un contexte de guerre urbaine, y compris bannir ou éviter un type d'arme en particulier qui n'est pas déjà interdit par le droit international.